

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 949
VENDREDI 23 MARS 2012

Dispensé de timbrage BREST CTC

Jour J - 29

Il est toujours imprudent, même prétentieux, de décréter qu'une élection est historique.

Généralement, on ne le sait qu'après. J'ose cependant accoler cet adjectif au rendez-vous de ce printemps 2012. Un cycle se termine, celui ouvert par les économistes néo-libéraux des années 70, mis en application par la double élection de Margaret Thatcher à Londres, en 1979 et Ronald Reagan, en 1980 à Washington, tenté à Paris en 1986 par Jacques Chirac, ralenti par François Mitterrand en 1988, prolongé par Édouard Balladur en 1993, contrecarré par le même Jacques Chirac en 1995. Même les socialistes, de bon ou mal gré, ont été emportés par cette idéologie tant le rapport de force leur était défavorable. Mitterrand et Jospin ont résisté en 1981 et en 1997, mais ont dû céder du terrain. Tony Blair au Royaume-Uni et Gerhard Schröder se sont davantage pliés à cette tendance. Mais, leur histoire n'est pas la même.

Nicolas Sarkozy est le dernier maillon de ce cycle : le bouclier fiscal instauré, les droits de succession quasiment supprimés, l'impôt sur la fortune allégé, les prêts hypothécaires vantés, heureusement non réalisés, l'État perçu comme un gêneur, l'argent érigé en valeur, présenté plus comme un produit que comme un outil, etc. Ses vacances en août 2007, dans la résidence de Georges W. Bush, valaient adhésion à ce grand mouvement né il y a 40 ans.

Les crises ont ouvert les yeux de tout le monde. Beaucoup, à gauche, avaient alerté. Aujourd'hui, l'État retrouve ses obligations, la protection sociale sa nécessité, les services publics leur utilité. L'appât du

gain et la cupidité doivent être maîtrisés, l'argent remis à sa juste place, la finance régulée, les banques mises au service de l'économie réelle, l'impôt reconnu comme une contribution à la vie collective et à la solidarité, mais il doit être juste.

Voilà pourquoi, dans cette campagne, on parle tant de République pour s'imprégner encore plus de ses valeurs et tant de l'argent pour qu'il ne domine pas la République elle-même. Et si c'était cela le vrai enjeu de la campagne présidentielle : la République face à l'Argent. Pas pour éliminer ce dernier, car il est le nerf de la guerre et le sang de l'économie réelle, mais celui qui produit et non celui qui spéculé.



Avec François Hollande à Quimper

C'est ainsi que je regarde et analyse le parcours de François Hollande. C'est ainsi que nous tous, socialistes, accompagnons ce parcours. Nous savons que l'héritage de Nicolas Sarkozy sera lourd à redresser. Si le peuple français lui accorde sa confiance, François Hollande aura ce devoir. Pour cela, il faut éviter les polémiques qui occultent ce temps historique, répondre quand il le faut, mais garder le calme, le sang-froid, la sérénité qu'exige ce rendez-vous de la France et des Français avec leur destin. 🍷

Bernard Poignant

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DEPOSÉ LE 22/03/2012



Dossier de la semaine

Nucléaire :
pour un grand débat



Vie de la Fédération
Volontaires
du changement



Interview
10% du corps électoral
Avec Bertrand Hervieu

Sarkozy méprise le Finistère

« Vous iriez voir un médecin qu'on a forcé à aller à Morlaix ? ». Encore une fois Nicolas Sarkozy a fait preuve de mépris et d'arrogance vis-à-vis des Bretons, lors de l'émission Capital sur M6, le 18 mars.

Spontanément, lorsqu'il veut évoquer une ville « repousseur », Nicolas Sarkozy pense au Finistère.

Cela montre à la fois sa méconnaissance de la Bretagne et du Finistère en particulier, mais aussi son manque de considération envers ses habitants. Cela montre aussi que Nicolas Sarkozy n'a pas pris la mesure du phénomène des déserts médicaux auquel François Hollande apporte des réponses claires et concrètes, lui.

C'est avec une grande impatience que nous attendons, maintenant, la réaction de la maire UMP de Morlaix ainsi que des principaux dirigeants de l'UMP dans le département.

PS29

Ce qu'en dit F. Hollande



L'UMP ne recule devant rien pour caricaturer le projet de François Hollande. C'est particulièrement frappant en ce qui concerne le nucléaire et l'accord passé avec EELV. Pourtant, les propositions de François Hollande sont claires et disponibles pour tout le monde. Voici ce qui concerne l'énergie dans les 60 propositions du candidat :

« J'engagerai la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 % à 50 %, à l'horizon 2025, en garantissant la sûreté maximale des installations et en poursuivant la modernisation de notre industrie nucléaire. Je favoriserai la montée en puissance des énergies renouvelables en soutenant la création et le développement de filières industrielles dans ce secteur. La France respectera ses engagements internationaux pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans ce contexte, je fermerai la centrale de Fessenheim et je poursuivrai l'achèvement du chantier de Flamanville (EPR).

Je ferai adopter une nouvelle tarification progressive de l'eau, de l'électricité et du gaz afin de garantir l'accès de tous à ces biens essentiels et d'inciter à une consommation responsable. Elle permettra de faire sortir de la précarité énergétique 8 millions de Français.

Je lancerai un vaste plan qui permettra à 1 million de logements par an de bénéficier d'une isolation thermique de qualité. Seront ainsi créés des dizaines de milliers d'emplois. Les économies de chauffage qui en découleront redonneront du pouvoir d'achat aux ménages. »

Le 15 mars, sur France 2, François Hollande a encore précisé sa position. « Nos compatriotes veulent qu'il y ait toujours du nucléaire. Je le veux. Parce que nous avons besoin d'une industrie nucléaire importante. Elle restera d'ailleurs majoritaire et, en même temps, ils disent : nous devons être moins dépendants, moins dépendants du pétrole, d'où la voiture électrique, un certain nombre de substitut au pétrole et nous voulons être moins dépendants du nucléaire. J'en prends donc la responsabilité. Pour 2012/2017, (...) il y aura une, une centrale qui fermera, ça sera Fessenheim. Il n'y en aura pas deux, il y en aura une. »

Nucléaire : pour un grand débat

La part du nucléaire dans la production globale d'électricité va baisser si la gauche remporte les élections Présidentielle et Législatives.



Yann Gouzien et Thierry Fayret

Reste à savoir comment passer d'un modèle où le nucléaire n'assure plus 75 % de la production électrique mais 50 %, voire moins.

C'était l'objet de la réunion organisée, le 6 mars, à Brest par le groupe Santé Éducation Environnement animée par Thierry Fayret et Marc Sawicki, qui avait invité Yann Gouzien, président du Conseil de développement du pays de Brest et Bruno Rebelle, ancien directeur de Greenpeace et ancien conseiller de Ségolène Royal, pour les enjeux énergétiques.

Il n'y a jamais eu de débat démocratique en France sur l'énergie nucléaire. Aujourd'hui, il est possible d'engager ce débat parce que François Hollande a pris des engagements sur cette question (voir ci-contre).

Pour Bruno Rebelle, l'énergie nucléaire doit être abandonnée pour plusieurs raisons. D'abord son coût, qui ne prend pas en compte le prix des démantèlements. Mais aussi sa dangerosité intrinsèque. La fission est, en effet, la seule source d'énergie qui peut atteindre le point de non-retour, lorsque la réaction s'emballe.

Souvent l'indépendance énergétique de la France est mise en avant. Mais nous, nous faisons venir l'uranium nécessaire aux réacteurs, du Niger, qui se situe dans une zone géopolitique particulièrement instable.

La filière nucléaire représente des dizaines de milliers d'emplois. Mais les

filiales alternatives seront, elles aussi, créatrices d'emplois.

Il est clair que la part du nucléaire dans la production électrique doit baisser. D'ailleurs la France fait figure d'exception dans le monde avec ses 75 % d'électricité d'origine nucléaire lorsque la moyenne mondiale n'est que de 13,7 %. Même si on peut noter qu'avec Nicolas Sarkozy cette moyenne aurait pu progresser : en effet, au début de son quinquennat, il a tenté de vendre des centrales nucléaires à la Libye.

« Il convient tout de même d'anticiper et de bien expliquer ce que signifie cette transition énergétique », a prévenu Yann Gouzien, qui a travaillé à EDF.

Car, si elle a beaucoup de défauts, l'énergie nucléaire a tout de même une qualité : elle produit de l'énergie régulièrement, sans à-coups. Il faudra par conséquent repenser les réseaux de distribution.



Bruno Rebelle

Ensuite la question du coût de l'électricité va sérieusement se poser. Même si, avec ou sans nucléaire, tous les spécialistes s'accordent à reconnaître que le prix du kilowatt/heure va, dans les années qui viennent, augmenter régulièrement. Déjà, quatre millions de foyers vivent dans la précarité énergétique. Pour répondre à ce défi, il faudra inventer de nouveaux modes de facturation en instaurant, par exemple, un seuil minimum de bien-être au-dessous duquel le kilowatt/heure sera bon marché, alors qu'au-dessus de cette limite, l'électricité deviendra plus coûteuse.

Pour faire baisser la part du nucléaire, il faudra également investir fortement dans les énergies renouvelables. Mais, là encore un grand débat sera nécessaire pour régler les conflits d'usages, tant pour les éoliennes terrestres que pour les hydroliennes. 🇫🇷

Volontaires du changement

A partir du moment où le temps de parole des candidats à la Présidentielle est strictement identique, c'est sur le terrain que François Hollande pourra faire la différence.

Pour ce faire, son équipe a décidé d'organiser la plus grande campagne de terrain, jamais réalisée en France. D'ici le 22 avril, les volontaires du changement vont aller, en porte-à-porte, à la rencontre de cinq millions d'électeurs. Pour le Finistère, l'objectif est de 73 000 contacts.

Une telle opération ne s'improvise pas et c'est la raison pour laquelle, le 10 mars, une réunion de formation des mobilisateurs s'est tenue à Brest. « **Les "mobilisateurs" sont chargés d'organiser les volontaires qui vont aller à la rencontre des électeurs** », ont expliqué



Exercice pratique d'entraînement au porte-à-porte

Cyril Morel et Catherine Milin, formateurs nationaux.

Cette technique s'inspire de la campagne de Barack Obama. L'objectif consiste à rencontrer les électeurs qui votent dans des bureaux plutôt à gauche et qui peuvent être tentés par l'abstention pour leur rappeler que le changement passe par un vote en faveur de

François Hollande, dès le 22 avril.

« **Le porte-à-porte est, de loin, la meilleure méthode pour convaincre des électeurs indécis** », ont rappelé les formateurs nationaux, « **bien plus efficace que le tractage sur les marchés ou en boîtes aux lettres ou que l'affichage** ».

L'objectif de cinq millions de rencontres fixé par l'équipe de campagne de François Hollande peut paraître très ambitieux. Pourtant, au mois de juillet, l'organisation des Primaires, sur l'ensemble du territoire apparaissait aussi, pour beaucoup, irréaliste. Cependant, plus de trois millions de personnes ont participé à cette grande consultation citoyenne. 🌱

Interview

10% du corps électoral

Avec Bertrand Hervieu



« L'électorat agricole reste ancré à droite et peut même être tenté de voter Front national », prévient Bertrand Hervieu de l'Académie d'Agriculture, chercheur associé au CEVIPOF, dans une note publiée par la fondation Jean Jaurès.

Cap Finistère : Que représente l'électorat agricole aujourd'hui ?

Bertrand Hervieu : Tout d'abord il faut rappeler qu'il n'y a pas de correspondance entre le poids d'un secteur dans la population et son poids électoral. On estime que les exploitants agricoles représentent un peu moins de 3% de la population active. Cependant, le vote agricole comprend aussi les retraités, qui se considèrent encore comme agriculteurs, ainsi que les salariés agricoles et les conjoints. Si on additionne ce million d'actifs et qu'on y ajoute les 1,8 million de retraités on arrive à presque 3 millions d'électeurs, soit près de 8%

du corps électoral. Et, compte-tenu de la forte tradition de participation, on peut légitimement évaluer à 10% le poids de l'électorat agricole.

Cap Finistère : Compte-tenu de la diversité des agricultures, peut-on parler d'un électorat agricole ?

Bertrand Hervieu : Il est vrai que l'agriculture française est diverse. Mais on assiste à un paradoxe : plus la population agricole baisse et plus on constate un phénomène d'homogénéisation au plan national et une confirmation de l'ancrage à droite de cet électorat, même s'il convient de nuancer, en particulier en ce qui concerne le Finistère. Malgré de vrais conflits d'intérêts au sein de la profession, les agriculteurs ont le sentiment d'appartenir à la même profession et plus le nombre d'exploitants baisse, plus le sentiment d'appartenance à un groupe s'accroît.

Cap Finistère : Comment expliquer son ancrage à droite ?

Bertrand Hervieu : Depuis le début de la Ve République et, en particulier, depuis les premières lois d'orien-

tation, l'électorat agricole s'est rallié au gaullisme et est resté fidèle à ce courant. C'était particulièrement net avec Jacques Chirac, qui fut ministre de l'Agriculture. Il semble que cet électorat soit plus UMP que Sarkozyste. En effet, les agriculteurs n'adhèrent ni au style, ni à la politique de Nicolas Sarkozy, en particulier, depuis le grenelle de l'environnement. Mais malgré cela, on ne note pas une progression de la gauche dans les intentions de vote.

Cap Finistère : Peut-on craindre une poussée du vote FN chez les agriculteurs le 22 avril ?

Bertrand Hervieu : Oui, on sent, en particulier dans le grand bassin parisien, chez les plus jeunes, une approbation des thèses de Marine Le Pen et une vraie tentation de voter pour elle. 🌱

Agenda

2 avril

18h00 : Jean Mallot
« Santé, service public
et territoire », salle Saint
Idut à Sizun.
Et à 20h30, salle Quai du
Léon à Landerneau.

10 avril

18h00 : Jérôme Cahuzac
salle de l'Alizé à Guipavas
Et à 20h30, salle du
Chapeau Rouge
à Quimper.

22 avril

Premier tour de l'élection
présidentielle.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 949 - Vendredi 23 mars 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir
de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Banque de France à Quimper



Saisi par le Comité d'établissement de la Région Bretagne du projet de fermeture, dès la fin de l'année 2012, de l'antenne de la Banque de France de Quimper, Pierre Maille, président du Conseil général, est intervenu auprès de Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, afin de lui demander de renoncer à tout projet de suppression de l'antenne quimpéroise.

Dans son courrier, le président du Conseil général souligne l'utilité du réseau des succursales de la Banque de France, particulièrement important dans le cadre de la médiation du crédit conduite au bénéfice des entreprises rencontrant des difficultés de financement.

Il rappelle également que l'antenne de Quimper, avec ses 20 salariés, est un acteur essentiel de l'aménagement du territoire, de la cohésion sociale et du développement économique de la Cornouaille. La Cornouaille ne saurait donc se passer d'une telle structure qui contribue au développement des territoires et à leur rayonnement.

Dans sa réponse, Christian Noyer a confirmé que des « études préliminaires dont les résultats structureront les projets de transformation de la Banque à l'horizon 2020 », ont bien été lancées. Elles devraient être achevées mi-2012 et la consultation des instances sociales interviendra afin de permettre l'application d'éventuelles décisions entre 2013 et 2020.

Bien que le gouverneur soutienne que ces projets ne sauraient se traduire par un affaiblissement des services rendus par la Banque de France pour le département, cette réponse évasive inquiète les élus de la majorité du Conseil général qui souhaitent avoir des garanties.

Compte-tenu de l'importance d'une implantation de proximité face aux besoins des particuliers, des entreprises et des élus locaux, ils souhaiteraient avoir la garantie, au nom de l'intérêt général et du respect du contrat de service public, que l'antenne quimpéroise sera bien maintenue.

Un .bzh en 2013

Jean-Yves Le Drian, président du Conseil régional, vient d'adresser à l'ICANN (l'organisation mondiale, créée en 1998 et chargée de définir les modalités d'accès et la gestion des éléments techniques d'accès aux sites Internet) un courrier soulignant « le soutien plein et entier de la Région au projet de domaine Internet de premier niveau .bzh porté par l'association « www.bzh ». Cet engagement prend, aujourd'hui, une dimension nouvelle, la Région ayant décidé de financer les montants demandés par l'ICANN pour le dépôt du dossier (235 000 euros), avec l'espoir d'obtenir l'extension demandée en 2013.

La collectivité considère en effet que le « .bzh » valorisera et donnera une visibilité nouvelle aux activités économiques, sociales, culturelles liées à la Bretagne. Il permettra aux institutions, entreprises, associations et particuliers souhaitant manifester leur attachement à leur région de le faire à travers l'enregistrement d'un nom de domaine, « .bzh », qui correspond à une abréviation courante du mot Bretagne en langue bretonne.

Depuis 2004, des milliers de Bretons se sont mobilisés, via la signature d'une pétition, pour obtenir cette extension Internet. Le Conseil régional a, comme bon nombre d'acteurs publics et privés, très vite soutenu la démarche : vote d'un vœu unanime et favorable, dès 2006 et aide financière apportée à « www.bzh », l'association créée pour porter le projet, par ailleurs soutenue par l'État et d'autres collectivités. Cette association a, depuis 2008, beaucoup œuvré au sein de l'ICANN et dans les réseaux mondiaux de l'Internet pour faire connaître la volonté bretonne, anticiper sur la constitution du dossier de candidature et préparer la mise en œuvre technique, notamment en lien avec l'AFNIC, association gestionnaire de l'extension « .fr ».

Jusqu'ici, l'ICANN avait freiné les possibilités d'extension de noms de domaine, limitant la grande majorité des sites Internet aux suffixes « .com », « .org » ou à ceux liés à un pays (.fr).

Depuis juin 2011, l'organisation mondiale a assoupli les conditions de candidature et lancé officiellement le processus des nouvelles extensions qui pourront désormais être liées à des régions, villes ou entreprises. Le calendrier prévoit le dépôt des dossiers entre le 12 janvier et le 12 avril 2012. L'examen des candidatures se fera jusqu'en novembre 2012, date à laquelle seront définies les nouvelles extensions autorisées. Enfin, début 2013, pourront débiter

les premiers enregistrements des nouvelles adresses dont le « .bzh ». Au vu de ces nouvelles modalités, le Conseil régional et l'association se sont concertés pour mettre tous les atouts du côté breton et voir la candidature du « .bzh » couronnée de succès. Tous les acteurs associatifs, institutionnels bretons (par un courrier à www.bzh) et les citoyens sont invités à faire savoir à l'ICANN (pétition en ligne) leur soutien au projet. Info : www.pointbzh.com

Procuraction2012.fr



Chaque voix comptera le 22 avril. Les électeurs qui ne pourront se rendre dans leur bureau de vote peuvent consulter le site <http://www.procuraction2012.fr>

Par ailleurs, la Fédération a publié un tract spécifique sur cette question, disponible dans les locaux de Brest et Quimper

Erratum

Contrairement à ce qui est indiqué dans l'encart, la réunion publique avec Axel Kahn à Saint-Pol-de-Léon, le lundi 26 mars, débutera à 18h00.

Annonces légales & judiciaires

**LCE - CABINET DRONIOU
SELAS D'AVOCATS**

20, quai Commandant Malbert BP : 51053
29210 BREST CEDEX 2
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

AGENCE BRESTOISE COLLIOU

SARL au capital de 30 000 euros
Siège social : 1, Place de Strasbourg
29200 BREST
494 723 497 RCS BREST

Aux termes de décisions en date du 13 mars 2012, l'associé unique :

- statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

- A nommé en qualité de gérant, pour une durée indéterminée à compter de cette date, Monsieur Jean-Yves COLLIOU demeurant à BREST (29200) 7, rue Duchesse Anne, en remplacement de Monsieur Olivier COUSTAING, démissionnaire.

Pour avis,
La Gérance.